



Boîte à outils éducation en situations d'urgence

Éducation inclusive
de qualité dans les
situations d'urgence



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Bangladesh: Promouvoir l'accès à l'éducation formelle pour les enfants et les jeunes réfugiés rohingyas à Cox's Bazar

Contexte

Selon les chiffres de fin 2024, plus d'un million de ressortissants birmans déplacés de force (« réfugiés rohingyas »), dont environ 52 % sont des enfants, trouvent refuge dans 33 camps surpeuplés. Ils ont fui le Myanmar en raison de discriminations persistantes de la part du gouvernement birman et d'un épisode important de violence d'État en 2017. Les conditions de vie dans les camps exposent particulièrement les enfants et les femmes à toutes les formes de violence, d'abus et d'exploitation, notamment la traite des enfants, le mariage précoce, le travail des enfants et les violences sexistes. La situation est exacerbée par des catastrophes naturelles et d'origine humaine, telles que les épidémies, la mousson saisonnière, les cyclones, les inondations, les glissements de terrain et les incendies.

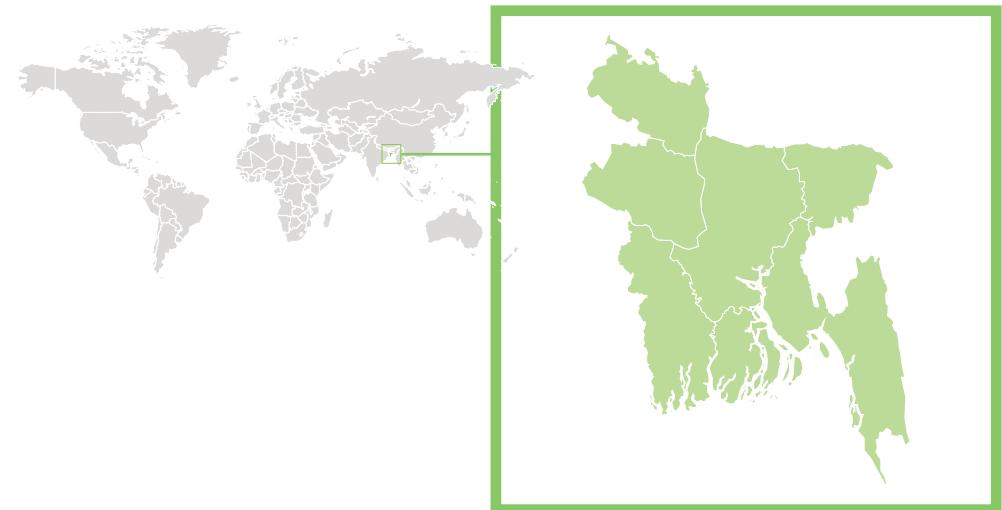
La communauté humanitaire reste déterminée à fournir des services essentiels aux réfugiés rohingyas, mais des défis importants persistent. Ces défis incluent notamment des opportunités éducatives limitées, en particulier pour les adolescents, et la prévalence de risques de protection qui continuent de menacer la sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes.

Dans le plus grand camp de réfugiés au monde, les enfants fréquentent des centres d'apprentissage (CA) et apprennent le programme scolaire birman. L'éducation à Cox's Bazar est confrontée à de nombreux défis,

notamment des enseignants insuffisamment formés et inexpérimentés, un taux de rotation élevé, des barrières linguistiques, des cycles de financement courts et l'absence d'un système de suivi des données fiable. En raison des restrictions imposées à l'utilisation du programme scolaire national, le programme utilisé dans le camp était jusqu'à récemment un programme informel basé sur les compétences, élaboré par les acteurs de l'éducation travaillant dans les camps. Le plaidoyer pour permettre aux apprenants rohingyas d'étudier un programme scolaire reconnu a conduit en 2021 les autorités à autoriser les partenaires humanitaires à dispenser le programme scolaire birman jusqu'à la 10e année. Grâce au programme « Promouvoir l'accès à l'éducation formelle pour les enfants et les jeunes réfugiés rohingyas à Cox's Bazar », la DDC a soutenu jusqu'à 126 centres d'apprentissage, seule forme d'apprentissage dans les camps.

Comment la DDC a-t-elle soutenu une éducation inclusive de qualité en situation d'urgence pour les réfugiés rohingyas ?

Les cinq approches ci-dessous du programme « Promouvoir l'accès à l'éducation formelle pour les enfants et les jeunes réfugiés rohingyas à Cox's Bazar » ont contribué de manière significative à répondre aux défis spécifiques auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes pour accéder à des services éducatifs de qualité dans le contexte des camps de Rohingyas.



Légende : Des enfants rohingyas apprennent activement dans un centre éducatif situé dans un camp de Cox's Bazar, suivant le programme birman. Malgré les difficultés, l'éducation demeure une source essentielle d'espoir et de stabilité pour les enfants réfugiés. Crédit photo : Priyanka Mazumder, Responsable de programme, Ambassade de Suisse au Bangladesh.

1. INEE. (2024). Note d'orientation « Mise en œuvre du programme scolaire birman dans les camps de Rohingyas : surmonter les défis et les obstacles »

Mettre l'accent sur le développement professionnel des enseignants

Afin de répondre au mieux aux besoins identifiés, la DDC a choisi de réorienter son appui : plutôt que de soutenir le développement du programme scolaire birman, elle concentre désormais son soutien sur les enseignants, reconnaissant leur rôle central dans une éducation inclusive de qualité pour les enfants et les jeunes rohingyas. Le programme a assuré le développement professionnel des enseignants, leur embauche dans les centres d'apprentissage et le suivi de leurs performances.

La DDC a soutenu ce projet par des approches telles que le versement d'indemnités aux enseignants, prenant en compte leurs conditions de vie. Dans le cadre d'un accompagnement professionnel continu, les enseignants ont participé à des formations sur les connaissances disciplinaires en birman, en anglais et en mathématiques, la planification des cours, la réduction des risques de catastrophe, la protection de l'enfance, l'administration des classes, l'apprentissage mixte et l'utilisation des technologies éducatives. Des guides pédagogiques ont été élaborés et un référentiel de compétences des enseignants a été défini. Des enseignants mentors bénévoles ont apporté

un soutien en classe à d'autres enseignants bénévoles, leur apportant des retours et des conseils concrets.

En partenariat avec l'Université asiatique pour les femmes (AUW), le programme a certifié la formation des enseignants sur les connaissances et les pédagogies spécifiques aux matières du programme d'études du programme birman, ainsi que sur d'autres compétences et connaissances pédagogiques essentielles, notamment l'engagement auprès des parents, le développement de relations avec les apprenants et l'éducation inclusive. Le programme s'est associé à l'Université de Cambridge pour élaborer un cadre d'évaluation du programme d'études du Myanmar, identifiant des indicateurs d'apprentissage. Cela a permis aux enseignants de mieux comprendre les concepts clés de l'évaluation, de faciliter les tests de niveau, d'élaborer des évaluations de fin d'année et de formaliser les évaluations des apprentissages des enfants.

Soutien à la protection de l'enfance

Au cœur d'une éducation de l'enfance inclusive et de qualité, le programme combinait les objectifs d'éducation et de protection de l'enfance grâce à deux résultats complémentaires : améliorer les résultats d'apprentissage et aider les enfants à bénéficier de services sociaux performants. Le programme a soutenu le Département des services sociaux (DSS), renforcé les capacités des travailleurs sociaux à gérer les dossiers des enfants, et amélioré la capacité du Bureau de l'état civil à traiter les problèmes d'enregistrement des naissances. Parallèlement, les comités communautaires de protection de l'enfance ont joué un rôle essentiel. Ils ont complété le rôle des travailleurs sociaux, des assistants sociaux et des autres personnels de première ligne pour identifier, orienter et répondre aux préoccupations de protection de l'enfance. Les enseignants ont été formés à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) et à la protection de l'enfance.

Inclusion des enfants en situation de handicap

Le programme a accordé une attention particulière à l'inclusion des enfants en situation de handicap dans l'éducation. Il a renforcé les capacités des partenaires du secteur éducatif et des prestataires de services à identifier ces enfants et à les orienter vers les structures adaptées. Les formations ont porté sur la compréhension des parcours d'orientation vers les services spécialisés disponibles dans les camps, ainsi que sur la mise en œuvre des directives relatives à l'aménagement raisonnable. Celles-ci visent à identifier et à lever les obstacles rencontrés par les enfants en situation de handicap, qu'il s'agisse d'aménagements physiques (par exemple, installation de rampes), de soutien pédagogique (aides visuelles, adaptation des horaires) ou encore d'un accompagnement comportemental.

Du matériel et des appareils adaptés ont été distribués aux élèves en situation de handicap, et les enseignants ont été formés à l'identification et à l'orientation des enfants en situation de handicap. Le programme a réalisé des évaluations cliniques et des enseignants bénévoles ont accompagné ces enfants dans les centres d'apprentissage, en mettant en place des aménagements tels que l'aménagement des places assises, le soutien par les pairs et l'application de techniques pédagogiques adaptées aux personnes en situation de handicap. Des visites de terrain ont été organisées pour évaluer les connaissances et la mise en pratique continue de la pédagogie inclusive par les enseignants.

Engagement communautaire dans l'éducation pour l'égalité des genres

Grâce à son appui aux groupes communautaires de soutien à l'éducation, le programme a encouragé l'engagement des parents pour s'attaquer aux causes profondes des obstacles à l'éducation, en particulier pour les adolescentes

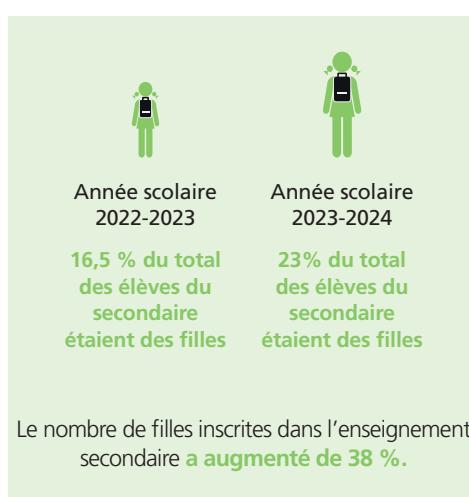


Legende : Rohingya children engage in joyful learning at a community-based learning center in Cox's Bazar – a safe space where education brings hope, smiles, and a sense of belonging.

Credit photo : UNICEF Bangladesh.

et les enfants non scolarisés. Des plans d'action pour l'égalité des sexes ont été élaborés, et une stratégie de mobilisation a été élaborée et mise en œuvre.

Le programme a par exemple encouragé les mères à assister aux réunions de parents, renforçant ainsi le soutien à la présence régulière des filles. Des bénévoles soutenant l'éducation des filles ont mobilisé des femmes rohingyas pour inciter les familles à envoyer leurs filles dans des centres d'apprentissage. Ces bénévoles ont également accompagné les adolescentes à l'aller et au retour vers les centres d'apprentissage, et sont restées avec elles pendant les cours. La mise en place de classes séparées pour les filles et les garçons à partir de la 6ème année a permis de répondre aux préoccupations de la communauté concernant la mixité entre les filles et les garçons. Le programme a organisé des réunions de sensibilisation communautaire pour sensibiliser à l'importance de l'éducation des filles et à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS). Les enseignants ont participé à une formation sur la collaboration avec les communautés et les chefs religieux sur l'éducation des adolescentes.



Grâce à ces efforts, le nombre de filles inscrites dans l'enseignement secondaire a augmenté de 38 %, soit 23 % du total des apprenants du secondaire au cours de l'année scolaire 2023-2024, contre 16,5 % l'année précédente.

Coordination sectorielle pour le plaidoyer

Bien que n'étant pas le principal donateur en termes de financement, la DDC a joué un rôle important dans l'amélioration des services éducatifs pour la communauté rohingya. Ce résultat a été obtenu grâce à la coordination, au plaidoyer auprès du gouvernement et à l'utilisation stratégique des fonds des programmes. La DDC a soigneusement coordonné ses activités avec celles des autres donateurs financiant le secteur de l'éducation, ainsi qu'avec les organisations de mise en œuvre. Par l'intermédiaire du Groupe de coordination intersectorielle (GCI), dirigé par ECHO et la DDC en 2024-2025, la DDC et ses partenaires ont abordé les problèmes scolaires et communautaires et ont relayé leurs préoccupations au gouvernement. Par exemple, le gouvernement a initialement limité l'apprentissage des langues rohingya et birmane aux enfants rohingyas. Le plaidoyer du GCI a conduit à l'inclusion de l'anglais, bien que le bengali reste interdit dans les camps. De même, après deux ans de plaidoyer, le gouvernement a autorisé les activités de subsistance dans les camps, afin de faire face à l'impact d'éventuelles réductions de rations. Les donateurs ont également exhorté collectivement le gouvernement à répondre aux préoccupations liées au recrutement forcé et à empêcher les enfants de franchir la frontière avec la Birmanie.

Pistes de réflexion

Le programme reconnaît le rôle essentiel des enseignants pour une éducation inclusive et de qualité dans les contextes d'urgence. Il a mis en œuvre une série d'interventions visant à renforcer la capacité des enseignants à dispenser un enseignement efficace tout en répondant aux besoins de protection des enfants. Cependant, des efforts plus ciblés sont nécessaires pour favoriser le bien-être des enseignants eux-mêmes. Il s'agit notamment d'explorer des pistes telles que le soutien psychosocial pour les aider à gérer le stress et à développer la résilience émotionnelle nécessaire pour faciliter le soutien psychosocial (SPS) et l'apprentissage socioémotionnel (ASE) des apprenants. Quelles mesures supplémentaires pourraient être mises en place pour améliorer le bien-être des enseignants ? Comment renforcer le plaidoyer pour garantir des salaires réguliers et adéquats ? Quelles autres stratégies pratiques pourraient être mises en œuvre pour améliorer la motivation des enseignants et, par extension, la qualité de l'enseignement dispensé ?

Un autre axe de réflexion crucial concerne la mise en œuvre du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix, répondant aux besoins immédiats en vue d'interventions à long terme favorisant un avenir plus pacifique. Cela demeure très complexe dans le contexte bangladais, notamment en raison des restrictions imposées par le gouvernement à l'éducation formelle des réfugiés rohingyas. Si la DDC et ses partenaires poursuivent leur plaidoyer stratégique, la marge de manœuvre pour des actions concrètes reste limitée. Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience de la DDC dans d'autres contextes confrontés à des contraintes similaires ? Comment ces enseignements pourraient-ils être adaptés pour mieux relever les défis du Bangladesh ?

Burkina Faso: Projet d'appui à la résilience du système éducatif burkinabè (PARSEB)

Context

En 2023, le Burkina Faso comptait environ 22,6 millions d'habitants, dont 52 % de femmes et 78 % de moins de 35 ans, avec un taux d'alphabétisation de 36 %. Le pays dénombrait alors plus de deux millions de déplacés internes, 6 150 écoles fermées et plus d'un million d'élèves affectés par l'insécurité. Le conflit a entraîné la fermeture de 25 % des structures éducatives, impactant fortement l'éducation et la protection des enfants, avec une hausse du décrochage scolaire et une baisse des indicateurs éducatifs de qualité et d'accès depuis 2018.

Pour y remédier, le Burkina Faso, avec l'aide de partenaires comme la Suisse, a mis en œuvre une Stratégie nationale de l'Éducation en situations d'urgence. Bien que la situation s'améliore depuis 2 ans avec la réouverture de nombreuses écoles malgré un coup d'État, certaines zones restent difficiles d'accès. Les défis structurels persistent, notamment dans les zones à faible offre éducative, où certaines classes accueillent jusqu'à 300 élèves.

Le « Projet d'appui à la résilience du système éducatif burkinabè (PARSEB) », soutenu par la DDC, vise à améliorer l'accès des enfants et des jeunes âgés de 6 à 17 ans à une éducation de qualité et à des services de protection. Il est mis en œuvre dans trois régions¹ à fort défi sécuritaire, dans l'objectif de favoriser un climat de paix.

1. Boucle du Mouhoun, Centre-Ouest, Hauts-Bassins.

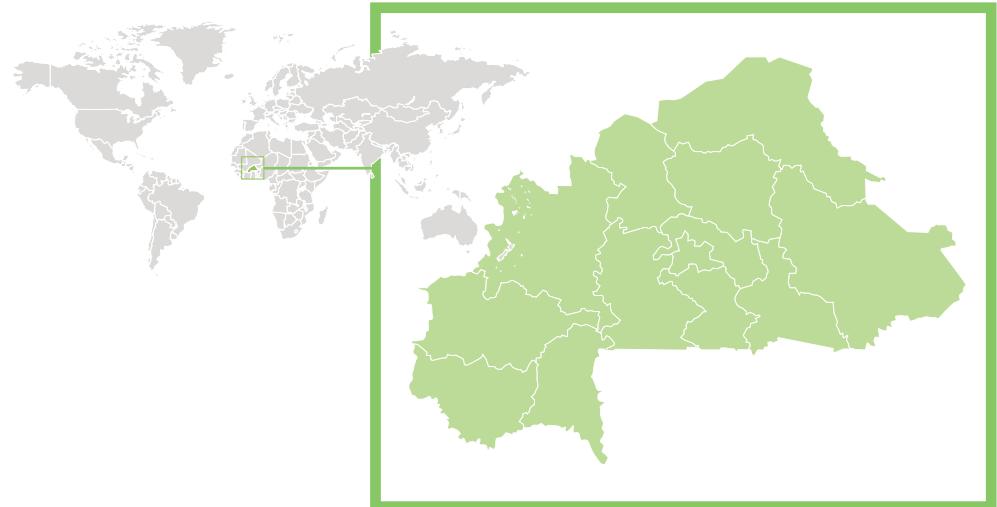
Comment la DDC soutient une éducation inclusive et de qualité en situations de crise ?

L'approche adoptée par le projet dans ce contexte de crise combine des interventions complémentaires assurant la continuité scolaire des élèves.

Des alternatives éducatives pour ne laisser personne de côté

Le projet cible les élèves vulnérables déplacés et ayant fui les zones de conflit. Cela inclue les enfants et adolescents déscolarisés ou non scolarisés, les enfants en situation de handicap, ainsi que les filles victimes de violences basées sur le genre (VBG). Les étudiants des communautés d'accueil sont également inclus, afin d'atténuer le risque de tension entre les personnes déplacées et leurs hôtes.

L'accès à l'éducation inclusive et de qualité est soutenu par la sensibilisation des communautés sur la scolarisation des enfants cibles, le profilage pour l'inscription et la réinscription, le renforcement des capacités d'accueil des établissements scolaires existants (réhabilitation, nouvelles salles, centres d'éducation non formelle), la création de centres passerelles et d'éducation non formelle orientés vers les métiers, les compétences de vie, et la mise en place de clubs d'écoute pour l'éducation par la radio et l'utilisation de curricula numérisés. Le projet inclut également une ration alimentaire pour les familles, et des services de soutien à l'accès à l'état civil, les référencements ainsi que l'appui à la



Légende : Réception de forage à l'école du secteur 10 A à Koudougou, Burkina Faso.
Crédit photo : Educo.

prise en charge psychosociale des enfants identifiés comme nécessitant un soutien spécialisé.

Le programme propose ainsi des services éducatifs complets incluant des dimensions importantes de protection. L'aspect inclusif est renforcé par la couverture de l'éducation non formelle et formelle, visant à maximiser la continuité éducative dans des environnements sûrs.

Le rôle central des enseignants

Acteurs essentiels d'une éducation inclusive de qualité, les enseignants, les animateurs de vie scolaire et les superviseurs pédagogiques participent à des formations sur des thèmes tels que la protection, l'éducation sensible aux conflits et l'égalité des genres. Ces formations renforcent les compétences pédagogiques et la capacité à créer des environnements d'apprentissage dynamiques, stimulants et protecteurs dans le cadre d'une approche « école sûre ». Cela inclut



Légende : Cantine scolaire à l'école Toëga à Koudougou, Burkina Faso.

Crédit photo : Educo.

un soutien psychosocial aux personnes affectées. L'encadrement pédagogique et administratif est renforcé, combiné à la mise à disposition de supports pédagogiques et d'apprentissage permettant aux enseignants d'utiliser des ressources appropriées, enrichissant ainsi le processus d'apprentissage.

L'amélioration de la qualité de l'éducation repose également sur la distribution de kits scolaires aux élèves, et des cours de remédiation à domicile ou à l'école, un suivi particulier, et des cours d'appui pour les enfants en retard ou ayant manqué l'école permettant aux élèves de surmonter leurs difficultés d'apprentissage.

La protection, indispensable pour une éducation de qualité

L'évaluation de la première phase du programme mise en œuvre par l'UNICEF de 2018 à 2022 a montré que l'Éducation en situations d'urgence doit intégrer la protection des enfants (approche "ne pas nuire") et nécessite une réponse multidisciplinaire et globale. Des centres de transition et d'éducation non formelle permettent aux enfants de poursuivre leur cursus scolaire, tout en leur apportant un soutien alimentaire et un accompagnement psychosocial. Dans une approche triple nexus qui cherche à répondre de manière cohérente aux besoins humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, il favorise également la réintégration des apprenants dans la communauté, dans l'objectif de promouvoir la cohésion sociale et l'éducation à la paix, notamment dans les zones d'accueil des personnes déplacées internes.

La protection est renforcée par le soutien alimentaire via les cantines scolaires et la distribution de rations sèches aux filles en situation de vulnérabilité. Le programme met également en place ou renforce des mécanismes de gestion des plaintes et de soutien pour lutter contre l'exploitation, les abus sexuels, les violences basées sur le genre et la maltraitance des enfants dans les écoles.

Les acteurs des collectivités territoriales et des structures déconcentrées de l'éducation sont formés sur les outils d'évaluation des risques et vulnérabilités.

L'amélioration du pilotage et de la gestion au service du triple Nexus

Les structures centrales, déconcentrées et décentralisées sont soutenues pour assurer efficacement leurs missions de pilotage, de gestion et d'assurance qualité des services éducatifs, renforçant ainsi le triple nexus au niveau local. Le renforcement du système institutionnel est soutenu par la formation des acteurs des structures centrales et déconcentrées sur les outils d'évaluation des risques et des vulnérabilités liés à l'éducation, ainsi que sur les outils de collecte de données liées à l'éducation en situations d'urgence (ESU). Le programme renforce les cadres de concertation pour une

meilleure coordination et visibilité des actions, appuie la généralisation des comités locaux de suivi citoyen dans le secteur de l'éducation, et fournit un soutien institutionnel en équipements et matériels informatiques.

Le cluster Éducation, organe central de coordination pour l'éducation en situations d'urgence, a été mis en place au Burkina Faso avec l'appui de la DDC lors d'un précédent programme. En favorisant la synergie et la complémentarité entre les acteurs de l'ESU, il assure la coordination des appuis en contexte de crise tout en renforçant les capacités du Secrétariat technique de l'ESU, rattaché au ministère de l'Éducation. Ce dispositif illustre pleinement le nexus humanitaire-développement, qui prend forme grâce à la concertation et à la coordination entre le cluster Éducation et les acteurs institutionnels et gouvernementaux du système éducatif.

Pistes de réflexion

- Les défis sécuritaires entraînent des déplacements de population importants et incessants ; il est nécessaire de répondre aux besoins d'urgence tout en continuant à répondre aux défis structurels. Un système d'alerte et une ligne budgétaire d'urgence, associés à des mécanismes de prise de décision et de gestion des alertes garantissant transparence et responsabilité, permettraient une meilleure réactivité face aux situations d'urgence.
- Comment les technologies éducatives peuvent-elles favoriser l'accès et la qualité de l'éducation en situations d'urgence, et à quelles conditions ? Pour que l'impact des technologies de l'éducation soit positif, il est crucial, en situations d'urgence encore plus que dans d'autres contextes, de préparer les conditions de leur mise en œuvre : réglementation, formation des enseignants et des encadrants, sécurisation des données personnelles, pertinence et adaptation des contenus, maintenance des équipements, questions d'accès à l'énergie, modalité de leur fonctionnement en offline ou d'accès à l'internet, suivi et évaluation, etc.
- Dans un contexte de crise sécuritaire induisant des déplacements forcés et précipités des populations, abandonnant tout de leur vie habituelle, comment mettre en place un dispositif adéquat d'état civil permettant de mettre à la disposition des enfants les actes de naissances nécessaires pour leur cursus scolaire. Ce dispositif complexe (audiences foraines, jugements supplétifs, etc.), qui peut enrôler le secteur de la Justice, de l'éducation, les collectivités territoriales et les leaders communautaires des populations hôtes et des déplacées, viserait à garantir un acte d'état civil transparent.

Ukraine : ‘Projet « Décentralisation pour une éducation démocratique améliorée » (DECIDE)

Contexte

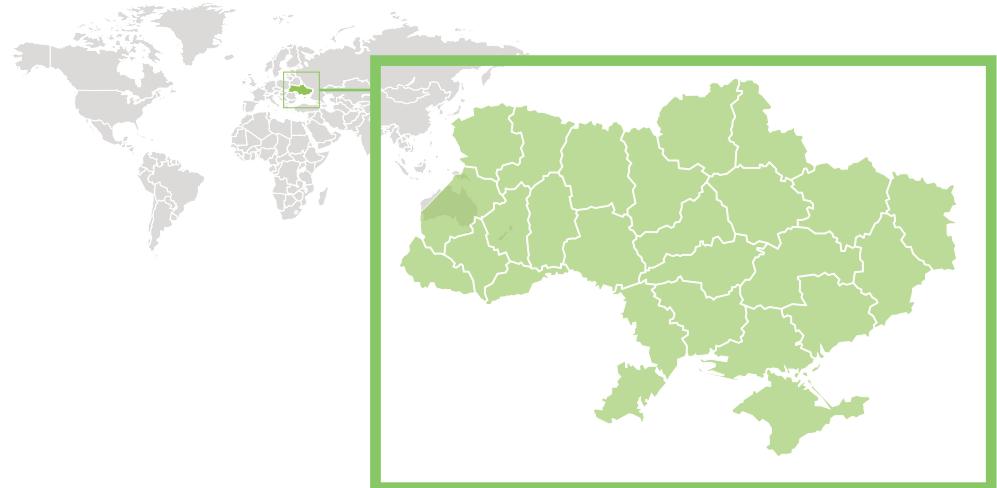
Les interruptions de scolarité causées par la COVID-19, combinées au conflit en cours, ont gravement affecté l'accès des enfants à une éducation de qualité en Ukraine. La guerre a entraîné le déplacement d'enseignants et d'élèves, forçant plus de 3 millions d'enfants à quitter leur foyer depuis février 2022. Plus de 3 000 établissements scolaires ont été gravement endommagés ou détruits, les dégâts au niveau des écoles représentant plus de 45 % de tous les établissements scolaires touchés. La menace constante et la réalité des raids aériens, ainsi que le risque sécuritaire persistant, ont perturbé les apprentissages¹. Bien que des options d'apprentissage en ligne et mixte soient disponibles, les écarts d'apprentissage continuent de se creuser, en particulier dans les zones rurales où les enfants accusent un retard de quatre à cinq ans par rapport à leurs camarades des zones urbaines. Cette situation affecte les résultats scolaires et a également un impact profond sur le bien-être social, émotionnel et mental des enfants. En réponse, le gouvernement ukrainien et les collectivités locales (GCL) ont fait de la relance et de la réforme du système éducatif une priorité pour 2023 et au-delà.

Le projet « Décentralisation pour une éducation démocratique améliorée » (DECIDE), soutenu par la DDC, a débuté en 2020. Il a aidé les GCL à mettre en place des unités de gestion décentralisées de l'éducation et à déployer des outils innovants

pendant la pandémie de COVID-19. Exemple clair d'approche nexus combinant de manière cohérente les réponses humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, le projet a été réorienté après l'invasion de février 2022 pour répondre aux besoins d'urgence des communautés partenaires, mais son objectif général est resté inchangé : que les citoyens des collectivités territoriales fusionnées, y compris les groupes vulnérables et les populations déplacées à l'intérieur du pays (PDI), contribuent et bénéficient équitablement de la gouvernance démocratique et d'une éducation de qualité. Les deux résultats du projet restent inchangés : (i) les autorités nationales, régionales et locales mettent en œuvre efficacement la décentralisation sectorielle en mettant l'accent sur une gouvernance éducative déréglementée et numérisée, basée sur des bases de données ; et (ii) les élèves et leurs parents bénéficient d'une gouvernance scolaire démocratique et inclusive et d'un engagement civique actif au sein des collectivités territoriales fusionnées.

Comment le projet DECIDE a-t-il soutenu l'éducation inclusive de qualité dans les situations d'urgence ?

En intégrant les efforts de relance aux réformes et en tirant parti des innovations numériques, le projet adopte une vision à long terme tout en répondant aux crises immédiates, dans une approche **nexus**.



Légende : Écoliers de primaire dans l'abri antiaérien réhabilité de l'école n° 19, ville de Tchernihiv, Ukraine, 2025.
Crédit photo : Projet DECIDE.

1. Source : Plan International. (2025). « Trois années de guerre en Ukraine : les perturbations de l'éducation aggravent la crise de santé mentale des enfants »



Légende : Clubs d'été DECIDE « Nous sommes chez nous, en Ukraine », dans la communauté de Tcherkassy, Ukraine, 2023.

Credit photo : Projet DECIDE.

Donner aux collectivités locales les moyens de gérer efficacement les ressources

Entre 2014 et 2020, le pays a rationalisé sa structure administrative, faisant passer le nombre de collectivités locales de plus de 11 000 à 1 469 à la suite d'une fusion volontaire puis administrative. Ce processus de transformation, soutenu par la DDC, a permis aux municipalités et aux communautés de participer plus efficacement à la gouvernance et à la prise de décision.

La DDC a aidé à limiter les coûts élevés liés à l'entretien des écoles en sous-effectifs scolaires en aidant le ministère de l'Éducation et les collectivités territoriales à optimiser les réseaux scolaires et à réaffecter les ressources plus efficacement. Une attention particulière a été accordée à la réduction des disparités entre zones urbaines et rurales, en particulier en faveur des communautés les plus défavorisées. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies régionales et

locales pour le secteur de l'éducation visent à améliorer la qualité de l'éducation. Des groupes de travail ont été créés entre les collectivités locales et les établissements d'enseignement afin de favoriser la collaboration. Cette démarche est complétée par la création d'une communauté de gestionnaires de l'éducation qui facilite l'échange de connaissances et l'apprentissage entre pairs, soutenus par des événements et des initiatives médiatiques. Les collectivités territoriales bénéficient également d'un soutien pour mettre en place des structures efficaces de gestion de l'éducation. Globalement, les capacités institutionnelles des collectivités territoriales fusionnées (CTF) ont été renforcées afin d'assurer une gouvernance de l'éducation plus durable et plus efficace dans le nouveau contexte de conflit.

Assurer l'accès à l'éducation grâce à des options technologiques

Pendant la COVID-19, le programme a contribué

au lancement de la plateforme « [All Ukraine Schools Online](#) » (qui signifie « Toutes les écoles ukrainiennes en ligne »), proposant des cours vidéo accessibles via un site web et la télévision nationale. Initialement conçue pour répondre à la pandémie, cette plateforme s'est révélée très utile pendant la guerre. Proposant un apprentissage à distance et mixte aux élèves de la 5e à la 11e année (âgés de 12 à 17 ans), elle permet aux réfugiés ukrainiens à l'étranger de maintenir des liens avec le programme national (matières spécifiques à l'Ukraine, telles que la langue, la littérature et l'histoire ukrainiennes) tout en suivant le programme du pays d'accueil. Elle permet également aux enfants dont les écoles ont été endommagées pendant la guerre d'étudier en ligne. Selon les données de 2025, la plateforme bénéficie à plus de 1,5 million d'enfants ukrainiens qui ont accès à une éducation de qualité depuis l'étranger, les territoires occupés et l'Ukraine elle-même.

Le projet DECIDE a soutenu d'autres initiatives d'apprentissage à distance, comme une formation en ligne axée sur les outils d'apprentissage mixte et à distance destinée aux enseignants, aux chefs d'établissement et aux responsables de l'éducation communautaire, créée en collaboration avec le ministère de l'Éducation et des Sciences. Plus de 150 000 enseignants d'établissements d'enseignement et de formation professionnels (EFP), d'écoles et d'universités ont renforcé leurs compétences pour organiser et enseigner en ligne pendant le confinement lié à la pandémie. De plus, les représentants des conseils locaux et les maires de plus de 270 collectivités territoriales bénéficient d'une formation mixte sur la gouvernance décentralisée de l'éducation.

Au-delà de la réponse d'urgence, les outils numériques sont au cœur des efforts de réforme de l'Ukraine. DECIDE a aidé le gouvernement ukrainien à mettre en place le système de gestion de l'éducation AICOM 2, destiné à 25 000 utilisateurs à tous les niveaux de

gouvernance. Une prise de décision éclairée est essentielle en temps de guerre pour le rétablissement et le renforcement de la résilience du secteur de l'éducation. Un registre unique en son genre des enfants d'âge scolaire et des enseignants en Ukraine, une cartographie des établissements d'enseignement et d'autres modules de reporting et de gestion réduisent de 50 % la charge administrative des responsables de l'éducation. L'analyse des données, basée sur plus de 200 indicateurs locaux de développement de l'éducation, garantit une prise de décision fondée sur les données aux niveaux scolaire, communautaire, régional et national.

AICOM 2 a également permis le développement de l'application éducative [MRIA](#) (Mria signifiant « Rêve »), testée dans 40 écoles et déployée à l'échelle nationale en avril 2025. Initiative remarquable soutenue par le programme EGAP (E-Gouvernance pour la Responsabilité et la Participation), financé par la DDC, avec l'expertise de DECIDE, cette application de gestion scolaire connecte les écoles, les parents et les élèves, simplifie les démarches administratives, soutient les enseignants et mobilise les parents. Elle propose des fonctionnalités ludiques pour améliorer les résultats des élèves, fait office de « LinkedIn pour les enfants » et suit la progression des projets et activités pédagogiques des élèves, des parents et des enseignants. Elle favorise également la prise de décision basée sur les données au niveau central en générant des données éducatives anonymisées, par exemple sur les résultats d'apprentissage dans des matières spécifiques et l'assiduité.

Les questions de protection ont été prises en compte très tôt, notamment via la plateforme gouvernementale [Dlia Education](#), également soutenue par le programme EGAP. La plateforme, utilisée par plus de 2 millions de citoyens dans un format ludo-éducatif hautement interactif, propose des séries éducatives sur divers sujets, notamment la protection des enfants dans un monde numérique contre des problèmes tels

que le harcèlement en ligne et la cyberfraude.

Engagement et intégration des communautés

DECIDE encourage le militantisme et la citoyenneté démocratique par des activités visant à impliquer les enfants dans la vie communautaire et son rétablissement. En renforçant l'identité communautaire et en aidant les élèves à apprendre à vivre en collaboration, il leur permet de participer aux décisions locales et de contribuer au développement de leurs communautés. Dans le cadre de l'approche d'apprentissage par la pratique de l'éducation à la citoyenneté, les équipes scolaires sont formées à l'élaboration et à la présentation de projets, au vote démocratique des idées de projets et à leur mise en œuvre en partenariat avec les autorités locales. Plus de 108 initiatives ont été menées avec succès par les équipes scolaires dans 16 communautés partenaires. Les principales priorités des enfants sont la création d'espaces scolaires pratiques et modernes, tels que des espaces récréatifs et sportifs, des centres créatifs, des théâtres scolaires et des parkings à vélos.

Les clubs d'été DECIDE « Nous sommes chez nous – en Ukraine » proposent une éducation à la citoyenneté, aux droits humains, aux premiers secours et à d'autres sujets essentiels, afin de soutenir l'adaptation et l'intégration des enfants déplacés dans leur nouvel environnement. Depuis 2022, plus de 30 000 élèves de 83 communautés réparties dans 17 régions d'Ukraine ont participé à ces activités. Pour les plus âgés, des supports et des sessions de formation ont été développés afin d'initier les élèves du secondaire aux principes de l'autonomie locale et de la participation citoyenne.

Afin de soutenir les enseignants en tant qu'acteurs essentiels de la mise en œuvre de nouvelles approches, DECIDE forme des maîtres-formateurs issus d'instituts de formation continue des enseignants afin de les préparer à un cours « Apprendre à vivre en communauté »

axé sur l'éducation civique et l'autonomie locale pour les classes de 4e et 3e. Plus de 50 000 élèves de 209 communautés partenaires ont bénéficié de ce cours entre 2022 et 2025 grâce aux formations en cascade.

Pour que la formation à la participation démocratique soit véritablement efficace, il est également important de modifier les approches de gestion scolaire. À cette fin, DECIDE soutient l'élaboration de stratégies de transformation pour les établissements d'enseignement, avec la participation des enseignants, des élèves et des parents, selon la méthodologie « École de la démocratie active ». Le projet aide les communautés partenaires à élire un conseil scolaire représentatif de tous les établissements d'enseignement de la communauté, garantissant ainsi la transparence et la responsabilité de la gestion de l'éducation.

Des environnements d'apprentissage sûrs

En raison des fréquentes alertes aériennes, des milliers d'écoles à travers l'Ukraine n'ont pas pu assurer l'enseignement hors ligne, faute d'abris antiaériens. Le projet apporte un soutien d'urgence aux GCL par le biais de subventions pour la réhabilitation des établissements scolaires et des abris, tout en renforçant leurs capacités à mettre en œuvre efficacement des projets de reconstruction.

La reconstruction des abris est devenue essentielle pour garantir un accès sûr à l'éducation, processus impliquant activement les conseils locaux, les administrations scolaires et les enfants. Les élèves forment des équipes de projet, élaborent des projets pour équiper certains espaces des abris et mobilisent le soutien de la communauté (certaines communautés atteignent jusqu'à 30 % de participation électorale), transformant la reconstruction en une expérience participative et responsabilisante. Ces efforts améliorent non seulement les infrastructures, mais renforcent également

l'appropriation communautaire et l'espoir en l'avenir. Tous les projets de reconstruction respectent les normes d'accessibilité afin de garantir un accès inclusif aux enfants handicapés.

Les communautés pilotes bénéficient d'un soutien pour élaborer des stratégies éducatives afin d'orienter les investissements et les améliorations scolaires, tandis que de petites subventions encouragent les projets menés par les élèves, tels que la modernisation des installations sportives et des espaces créatifs, ou l'amélioration des services sociaux et d'apprentissage social (SSE) – favorisant ainsi l'engagement et la participation active à la vie scolaire.

La formation « Se renforcer ensemble » du projet aborde les stratégies de santé mentale et

de soutien psychosocial (SMSPS) pour renforcer la résilience des enseignants et de leurs élèves en temps de guerre. Grâce à des maîtres formateurs qualifiés qui forment les enseignants, la formation a été étendue à 21 institutions régionales de formation continue et écoles pédagogiques. L'accent est mis sur la communication non violente, la tolérance, la prévention du harcèlement, l'inclusion des enfants déplacés internes et la création d'un environnement scolaire favorable grâce à l'approche Éducation à la citoyenneté démocratique (ECD) / Éducation aux droits de l'homme (EDH). Plus de 29 000 enseignants ont suivi cette formation en cascade et ont été certifiés, et plus de 70 000 éducateurs ont participé à des webinaires axés sur le soutien aux enfants touchés par la guerre, la santé mentale et le bien-être psychosocial.

Pistes de réflexion

Le secteur éducatif ukrainien était déjà en cours de réformes avant la pandémie de COVID-19 et le début de la guerre. Le gouvernement lui a accordé un haut niveau de priorité. Cela a permis au système de s'adapter plus rapidement que dans des contextes plus fragiles et illustre une approche associant l'humanitaire, le développement et la paix. La réponse du pays à ces urgences en matière d'éducation répond à un certain nombre de besoins et de défis, notamment grâce au projet DECIDE. Dans quelle mesure pourrait-on encore l'améliorer ? Les points ci-dessous sont fournis à titre indicatif :

- Comment les interventions de protection pourraient-elles être mieux intégrées aux approches éducatives, au bénéfice des enfants et de leurs familles ?
- Élément essentiel d'une éducation de qualité en général, et plus particulièrement dans les contextes d'urgence et de crises prolongées, comment améliorer le bien-être des enseignants ?
- Comment concevoir et mettre en œuvre au mieux les réformes éducatives indispensables dans un contexte de guerre en cours et de déclin démographique ? Dans le cadre de la nécessaire consolidation du réseau scolaire, généralement perçue plutôt négativement, comment trouver le juste équilibre entre la nécessité d'optimiser les dépenses publiques limitées et d'améliorer la qualité de l'éducation, tout en prenant en compte le bien-être psychologique de toutes les parties prenantes ?
- Si l'enseignement à distance permet à des millions d'enfants d'accéder à l'éducation dans le contexte ukrainien, il a un impact négatif sur leurs capacités de socialisation, leur développement émotionnel et leur santé mentale à long terme. Comment remédier à ce problème ou l'atténuer ?



Si vous avez des suggestions sur la manière de répondre aux questions soulevées dans chaque étude de cas, ou des commentaires sur les études de cas, veuillez les envoyer à eenetwork@eda.admin.ch

Détails de publication

Éditeur

Direction du développement et de la coopération DDC
Eichenweg 5, CH-3003 Berne
eenetwork@eda.admin.ch
www.sdc-economy-education.ch/fr

Auteurs

Section Economie et Education, DDC
Backstopping Education de la DDC

Design et mise en page

Anouk Pasquier Di Dio

Cover image Flickr, Education Cannot Wait
© UNICEF Ethiopia/2024/Demissew Bizuwerk

Cette publication, qui est également disponible en anglais, fait partie d'une boîte à outils complète sur l'éducation en situations d'urgence et peut être téléchargée à l'adresse suivante : www.sdc-economy-education.ch/fr/education-dans-les-situations-urgence



Berne, novembre 2025 © DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC